



**PADH
2020**

Projet
Agricole
Départemental
Hérault

**aGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
HÉRAULT

Atelier Responsabilité Sociétale des Entreprises

22 avril

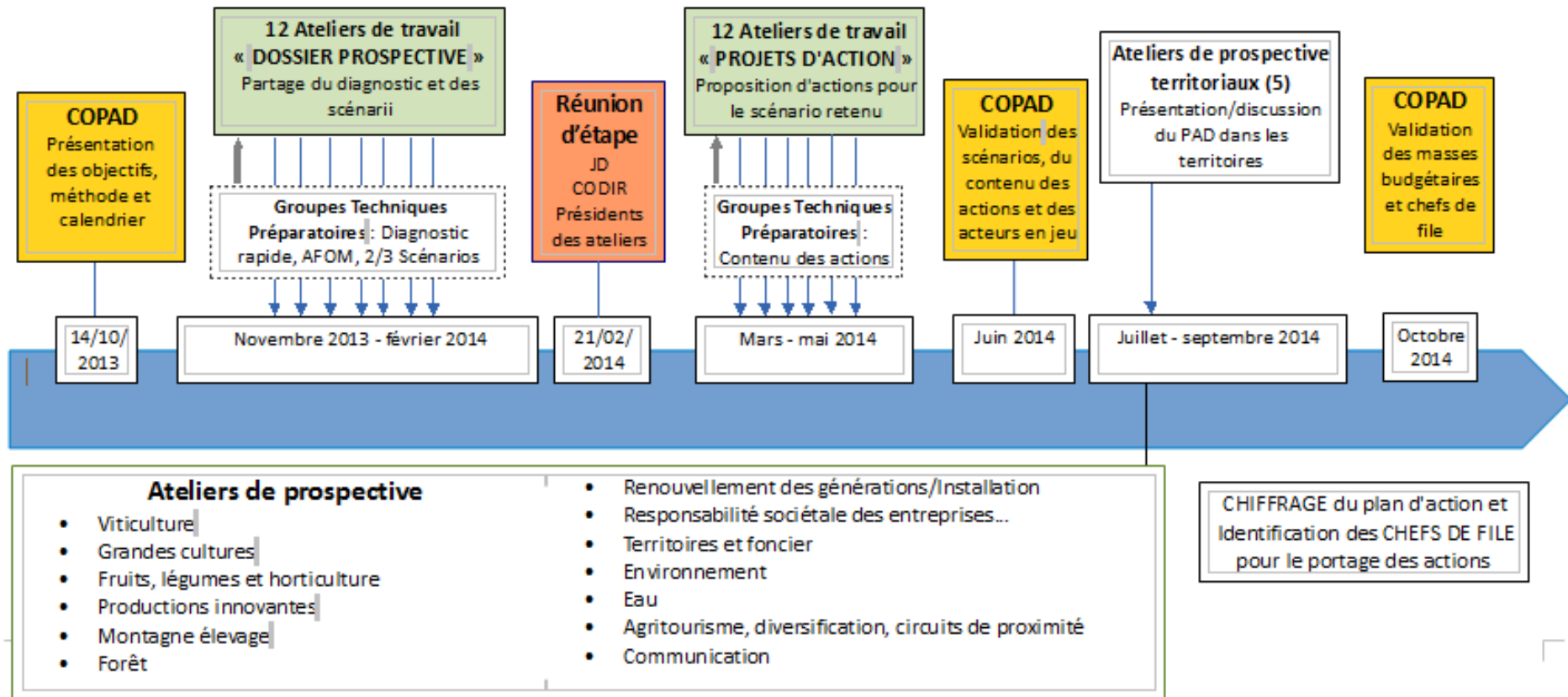
11 juin 2014

chavey@herault.chambagri.fr

suzor@herault.chambagri.fr

yhabin@gmail.com

Le projet agricole départemental Hérault 2020



Participants de la Chambre d'agriculture

Cécile ARRIGHY

Chambre agriculture
Directrice

Jean-Pascal PELAGATTI

Chambre agriculture
élu responsable atelier RSE

Hélène SUZOR

Chambre agriculture
Rapporteur de l'atelier RSE

Yann CHABIN

MRM-Université Montpellier 2
Chercheur, animateur de
l'atelier RSE

Alexandre CHAVEY

Chambre agriculture
Animateur du PAD

Cyrielle PINELLI

Université Montpellier 1
Stagiaire

Chefs de service Chambre d'agriculture de l'Hérault

Atelier RSE du 22 avril 2014 – Participants

ARRIGHY	Cécile	Chambre agriculture
BASTOUL	Valérie	CRGE LR (Centre de Ressources des Groupements d'Employeurs)
CARDONER	Olivia	FACE Hérault
CHABIN	Yann	Univ Mtp II MRM (Montpellier Recherche Management)
CHAVEY	Alexandre	Chambre agriculture
CUNG	Jean-Louis	Lycée Agropolis
DUBY	Charles	Viticulteur, Terra Vitis
FILONE	Linda	Vins de Pays d'Oc IGP
GERARD	Anne	LRIA (Languedoc-Roussillon Industries Agro-Alimentaires)
HAMON	Jean-marc	Coop de France LR
PAVIE-JONCA	Alix	Coop de France LR
PELAGATTI	Jean-Pascal	Chambre agriculture
PINELLI	Cyrielle	Université Montpellier
ROBLIN	Catherine	Conseil général
ROCH	Patrice	Credit Agricole
SAGNIER	Jean-Michel	Chambre agriculture
SINGLA	Brigitte	Chambre agriculture
SORLI	Christine	AFNOR
SUZOR	Hélène	Chambre agriculture
VIC	Bruno	Viticulteur, Vignerons Indépendants

Atelier RSE du 10 juin 2014 – Participants

BOURRIER	Jean-Denis	GROUPAMA
CHABIN	Yann	Univ Mtp II MRM (Montpellier Recherche Management)
CHAVEY	Alexandre	Chambre agriculture
DUBY	Charles	Viticulteur, Terra Vitis
FILONE	Linda	Vins de Pays d'Oc IGP
GERARD	Anne	LRIA (Languedoc-Roussillon Industries Agro-Alimentaires)
MARTINEZ	Françoise	CCI Montpellier
PAVIE-JONCA	Alix	Coop de France LR
PELAGATTI	Jean-Pascal	Chambre agriculture
PIEDNOIR	Caroline	Conseil Général 34
RASTOIN	Jean-Louis	Supagro
ROBLIN	Catherine	Conseil Général 34
SAINGLAS	Carole	CEN LR-Fédé des IGP
SINGLA	Brigitte	Chambre agriculture
SORLI	Christine	AFNOR
SUZOR	Hélène	Chambre agriculture
VIC	Bruno	Viticulteur, Vignerons Indépendants

La RSE

Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

« Intégration des préoccupations en matière sociale, environnementale, éthique, de droit de l'Homme et des citoyens-consommateurs dans la stratégie, les activités commerciales de l'entreprise et la relation avec ses parties prenantes. »



La RSE :

- . un concept jeune, parfois « flou, plastique et polymorphe »,
- . très peu diffusé en pratique dans le domaine agricole
- . n'ayant pas encore de réelle déclinaison pour être appliqué à l'exploitation agricole



RESPONSABILITÉ ET PERFORMANCE DES ORGANISATIONS

20 propositions pour renforcer la démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Juin 2013

Michaël FRIBOURG
Inspecteur
des finances

Co-rapporteurs
Christian LENOIR
Inspecteur général
des affaires sociales

Jean-Paul LE DIVENU
Inspecteur général de l'adm
du développement dur

Astrotés de
Claire Bataille



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

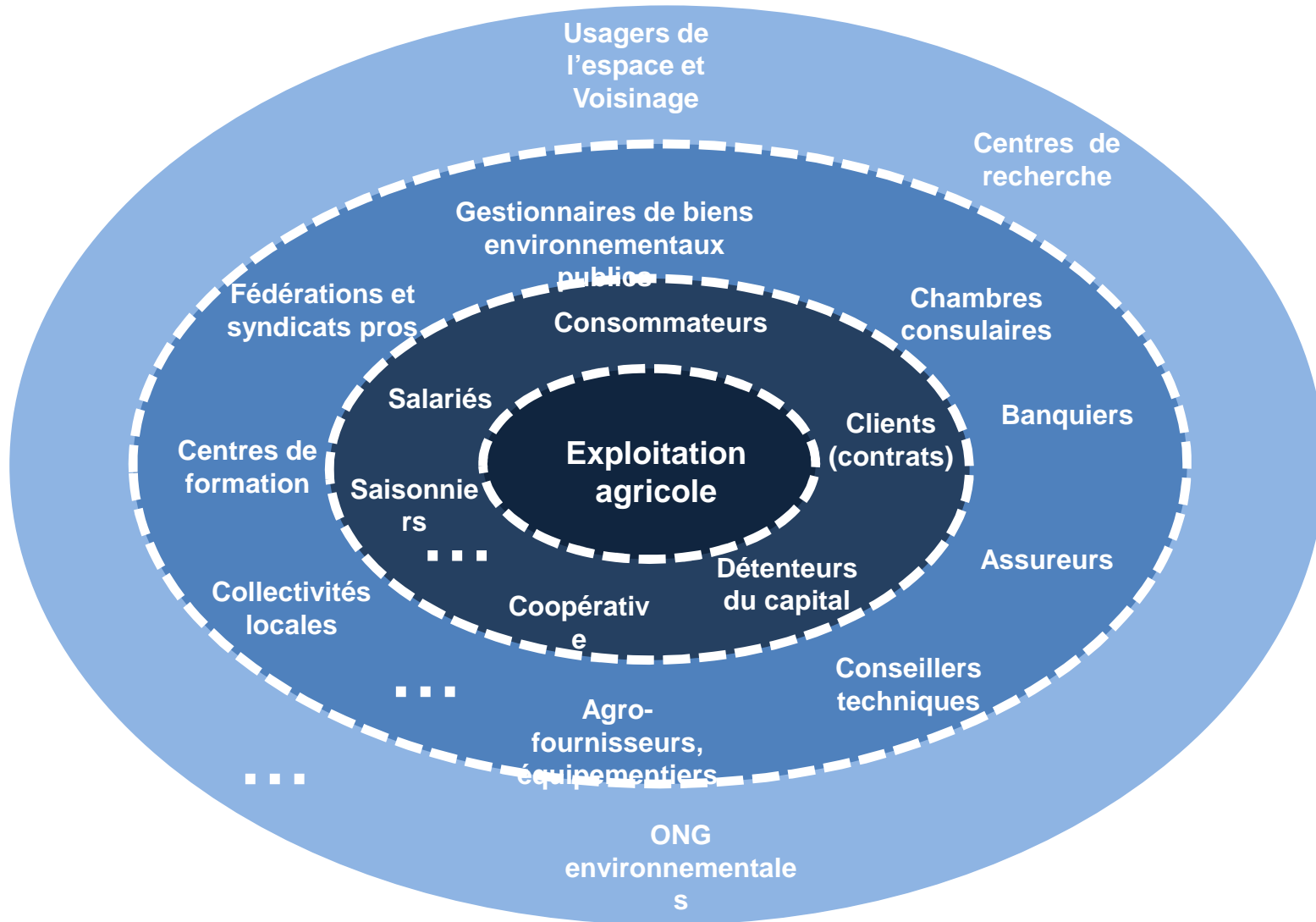
MINISTÈRE
DU COMMERCE
ET DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DU TRAVAIL
DE L'EMPLOI DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL



Exploitation agricole et Parties Prenantes



RSE et « agriculture durable » selon l'UE

« Une agriculture écologiquement saine, économiquement viable, socialement juste et humaine »

(Francis & Youngberg, 1990)

L'agriculture durable dépasse les enjeux strictement environnementaux

Objectifs :

- . la production d'**aliments sûrs et sains** ;
- . la préservation des **ressources naturelles** (eau, sol, air; ...)
- . la garantie de la **viabilité économique** des exploitations (générant des revenus suffisants pour maintenir l'activité) ;
- . la fourniture de **services éco systémiques** (préservation des paysages, des sols, de la biodiversité, le stockage de carbone, ...)
- . la garantie du **bien-être animal**;
- . l'amélioration de la **qualité de vie** dans les régions agricoles et rurales.

* Francis, C. and Youngberg, G. 1990. "Sustainable Agriculture -An Overview", in C.A. Francis, C. Flora and L. King (eds.), *Sustainable Agriculture in Temperate Zones*. New York: John Wiley and Sons.

La RSE s'invite chez l'agriculteur

« La responsabilité sociétale des entreprises concerne toutes les exploitations »
(Vivea-Fafsea)

La France Agricole

Preuve que le monde agricole évolue : « **Plus de 35,9 % des formations suivies par les exploitants agricoles concernent les problématiques environnementales et sociétales** », a indiqué jeudi Christiane Lambert, présidente de Vivea. Le fonds d'assurance formation des non-salariés agricoles organisait avec le Fafsea (Fonds d'assurance de formation des salariés), **un colloque sur la responsabilité sociétale des entreprises** (RSE) ...

« Selon la norme ISO 26000 de novembre 2010, la responsabilité sociétale des entreprises englobe sept questions générales : la gouvernance et l'organisation, les droits de l'homme, les conditions de travail, l'environnement, la loyauté dans les affaires, le respect des consommateurs et le développement local »...

... Contrairement à ce que l'on pourrait penser, « la RSE n'est pas qu'un concept pour grandes entreprises, a assuré Michel Capron. Les très petites entreprises ne peuvent pas s'exonérer de leurs responsabilités. **Tout le monde est concerné, y compris les exploitations agricoles.** C'est d'ailleurs peut-être moins difficile pour de très petites structures que pour de grands groupes multinationaux ! Cela repose souvent sur l'initiative du chef d'entreprise. En revanche, **il y a un problème de coût et se former est essentiel** ».

« Notre spécificité est de travailler sur du vivant, a ajouté Christiane Lambert. Notre responsabilité environnementale est plus importante que dans d'autres secteurs, on est très attendu sur ces questions ! Toutes les forces vives de l'entreprise doivent être associées. En particulier les salariés. »

le 11/10/ 2012

La RSE, regard agricole



Bureau de l'ambassadeur chargé de la bioéthique et de la responsabilité sociale des entreprises

57, boulevard des Invalides – 75007 Paris – tel 01 53 69 31 85 – Katarzyna.CZORA @diplomatie.gouv.fr

SYNTHESE DE LA CONSULTATION SUR LE DOCUMENT PREPARATOIRE AU PLAN NATIONAL POUR LA RSE (lancée en novembre 2012)

« La RSE doit permettre de **fédérer et de valoriser** dans une démarche d'entreprise toutes **les bonnes pratiques** déjà mises en œuvre au sein des exploitations agricoles »

« L'évaluation de la démarche mise en œuvre au sein d'une entreprise doit pouvoir s'envisager au travers d'une **labellisation volontaire des résultats de l'entreprise** comme proposé dans le plan d'action, garantissant ainsi sa crédibilité en cas de communication à l'extérieur »

Plateforme nationale RSE

. **PME et compétitivité (GT1)**

La RSE, levier de compétitivité et de mise en œuvre du développement durable pour les PME

. **Reporting, gouvernance et ISR (GT2)**

La RSE, dynamique d'amélioration de la transparence et la gouvernance des entreprises en réponses aux attentes de la société et de la finance responsable (tout en intégrant les évolutions normatives européennes et internationales) ?

. **Chaîne de valeur et normes internationales du développement durable (GT3)**

La RSE, intégration des enjeux au regard de l'ensemble de la chaîne de valeur (filiales et fournisseurs) telle que recommandée par les normes internationales

L'atelier RSE

RSE et projet agricole héraultais, pourquoi ?

- . Il existe des démarches RSE (partielles ou globales) dans l'agriculture l'agriculture régionale et héraultaise : quelles positions par rapport au national, voire à l'international?
- . Concrètement, que signifie la RSE pour une exploitation agricole ? (entreprendre une approche déclinable à tout niveau)
- . Quelle est la nature de l'ambition selon les structures concernées (exploitation individuelle, groupement, coopérative, ...) ?
- . Quelle peut être la pertinence à s'appuyer sur un cadre international reconnu tel que l'ISO 26000*, pertinence ?

* Lignes directrices de la Responsabilité Sociétale de Organisations

... Viser une démarche progressive, une approche « de masse » moins élitiste, qui garde cependant du sens pour l'agriculteur-trice et l'agriculture et qui s'appuie sur les diverses initiatives et parties prenantes impliqués.

Atelier 1 : Méthodologie

- . Un **regard pluriel porté sur le territoire** :
Réunion d'un groupe, experts et parties prenantes du territoire concernés par les enjeux « agriculture et RSE »

- . La **réalisation d'entretiens auprès de parties prenantes** de l'agriculture héraultaise (distributeurs, collectivités, agences départementales, ...)

- . La mise en perspective et l'analyse des échanges en réunion et des entretiens: **définition des orientations majeures de l'agriculteur-trice et de l'agriculture « socialement responsables »**

- . La **réalisation d'un scénario à l'horizon 2020** (comment et avec quels outils ? / atelier 2)

Atelier 1 : objectifs

- . Visualiser l'agriculture responsable de demain (à l'échelle de l'exploitation, du groupement, de la coopérative, ..)
- . Assoir les valeurs d'une agriculture durable
- . Donner les clefs d'une RSE en mesure de préserver le patrimoine agricole (foncier, matériel et immatériel)
- . Solutionner les injonctions paradoxales (ex : le beau vs l'écologique)
- . Répondre aux attentes des différents marchés et modes de consommation
- . S'inscrire dans le long terme (le progrès de l'exploitation agricole sans bénéfice immédiat attendu)

La RSE pourquoi ?

- . Développer l'**image** des **activités** et **produits** et fidéliser les **clients** autour des valeurs et des engagements responsables
- . Améliorer la **qualité** des produits et susciter les **innovations**
- . Appuyer les **négociations commerciales** par des éléments extra-financiers et développer la capacité à obtenir de **nouveaux marchés** (export, privés et publics, ...)
- . Optimiser sa **chaîne logistique** globale
- . Repenser l'utilisation des **ressources non renouvelables**
- . Réduire les **risques opérationnels, financiers et réglementaires**
- . Réduire le montant des **taxes et prélèvements** et faciliter l'accès au capital et aux **financements**
- . Attirer les **candidat-e-s à l'emploi** et satisfaire ses **salariés**
- . Mieux préparer la **transmission** de l'entreprise

Etat des lieux comparé des engagements de l'agriculture régionale et héraultaise au regard des démarches RSE

Les consommateurs, études France et Europe

(synthèse)

Une sensibilité accrue aux impacts environnementaux des produits lors de l'achat

Des doutes et insatisfactions quant aux allégations environnementales proposées

Besoin d'informations claires sur les conditions de fabrication et scientifiquement fondées

Des salariés mobilisés pour le DD

Le souhait que les entreprises et leurs salariés jouent un rôle exemplaire

Une demande de preuves tangibles et de + d'informations délivrées sur les produits

Un moindre crédit accordé à la communication verte

Les prix élevés des produits et un nombre limité de références

Freins à des comportements de consommation plus responsables

Une réduction des gaspillages (déchets d'emballage) et de l'impact sur l'environnement

Les efforts attendus des entreprises

Des difficultés à repérer les produits respectueux de l'environnement

Conséquences d'une faible notoriété des écolabels officiels, d'une offre de labels privés abondante

Un attrait croissant pour les produits 'locaux' (fabrication proches des lieux de consommation)

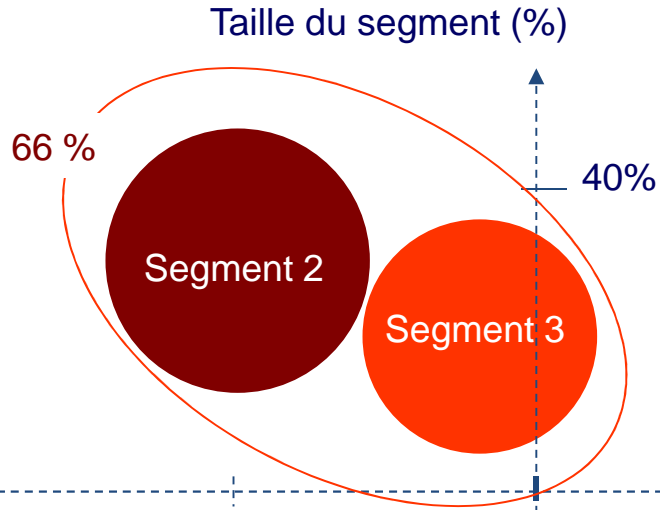
Recherche de qualité, pérennité des emplois locaux et réduction des impacts transport, trois moteurs importants de la consommation locale

Les consommateurs régionaux

Les segments de consommateurs en L-R

1. Je ne paierai pas plus / 2. Jusqu'à 0,09€ de + / 3. + de 0,10 à 0,49€ de + / 4. de 0,50 à 0,99€ de + / 5. + de 1 à 2€ de + / 6. +2€ et +

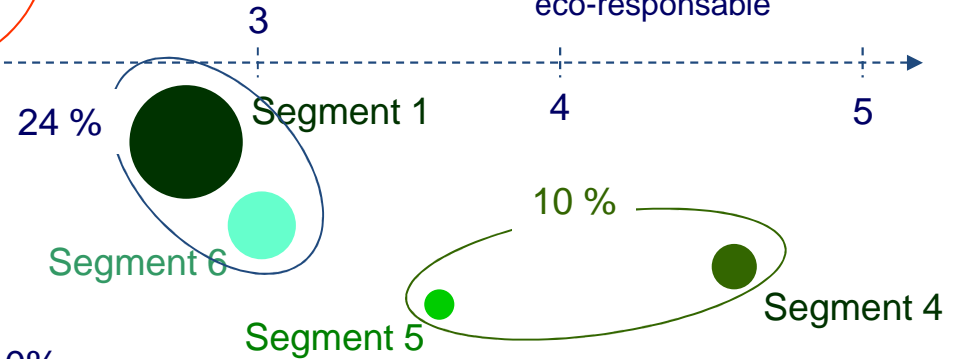
Segment 1: 15 %
 Segment 2: 35 %
 Segment 3: 31 %
 Segment 4: 6 %
 Segment 5: 4 %
 Segment 6: 9 %



L'éco-consommateur :
 1/3 de la population

Propension à payer pour un proc
 éco-responsable

	1	2	3	4	5	6	Total
1. Un paquet de céréales de petit déjeuner	2,50	1,00	1,56	4,61	2,52	2,01	1,77
2. Une tablette de chocolat	2,73	1,00	1,77	4,50	3,18	2,53	1,94
3. 1 paquet de confiserie	2,56	1,00	1,49	4,30	2,64	1,48	1,70
4. Une boîte de conserve	2,93	1,02	1,69	4,57	3,18	2,13	1,92
5. Une douzaine d'huîtres	3,48	1,02	2,17	5,00	4,82	2,67	2,29
6. Un plat cuisine	3,37	1,02	1,76	4,89	4,39	1,87	2,05
7. 250g de viande rouge	3,69	1,04	2,48	5,30	5,12	4,10	2,58
8. Une boîte de sel de table	2,74	1,00	1,64	4,41	2,76	2,65	1,89
9. Un fromage	3,33	1,00	2,17	4,96	4,24	4,11	2,37
1. Une baguette	2,03	1,01	1,40	3,71	2,39	2,18	1,61
2. Un paquet de biscottes	2,15	1,00	1,36	3,86	2,30	1,77	1,58
3. Une bouteille de vin	2,79	1,01	1,76	4,63	4,45	3,69	2,11
4. Une bouteille d'huile d'olive	2,88	1,02	1,83	5,02	4,85	3,88	2,20
5. Un kg de pommes	2,50	1,01	1,78	4,66	3,97	3,30	2,02
6. Un kg de tomates	2,59	1,02	1,84	4,57	3,94	3,40	2,06
7. 1 pot de glace de 1l.	2,35	1,00	1,51	4,55	3,21	2,10	1,76



Segment 4 : Une forte propension à payer les produits respectueux de l'environnement pour l'ensemble des familles de produits

Les consommateurs régionaux

Caractéristiques des segments de consommateurs en L-R

Segment 1

Plus féminin
Répartition géographique régionale
D'âge moyen
Un enfant au foyer

Segment 2

Relativement plus masculin
Répartition géographique régionale
D'âge moyen
Pas d'enfants en bas âge

Segment 3

Relativement plus masculin
Répartition géographique régionale
D'âge moyen
Foyer sans enfants

Segment 4

Relativement plus présent dans le Gard
18 à 30 ans sur représentés
Couples avec enfants en bas âge

Segment 5

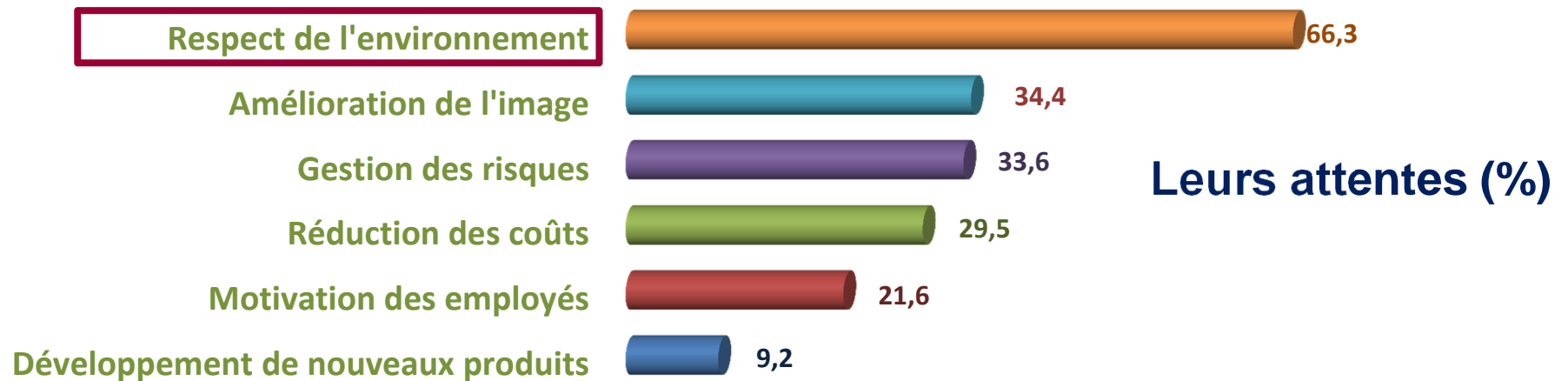
Plus masculin
Beaucoup plus présent dans l'Hérault
46 à 60 ans sur représentés
+ 2300€/mois sur représentés
Un enfant au foyer, pas d'enfants en bas âge

Segment 6

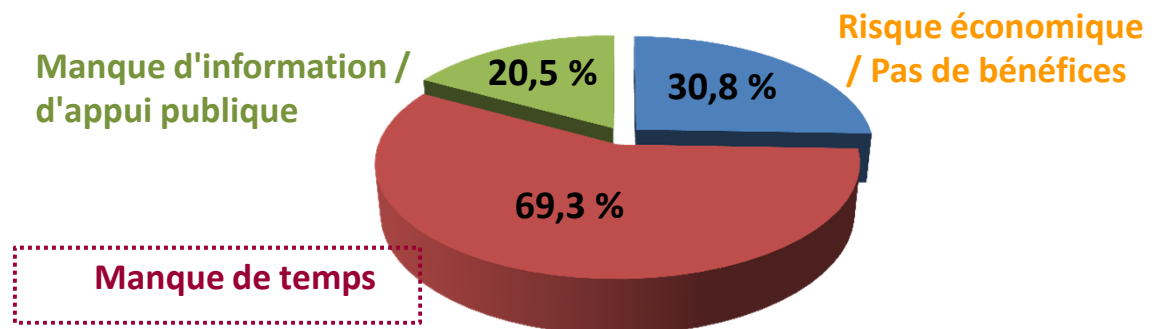
Relativement plus présent dans l'Hérault et les P.-O.
46 à 60 ans sur représentés
Foyer sans enfants

RSE et entreprises

En France, 4 entreprises agroalimentaires sur 10 connaissent la RSE dont les ¾ ont le sentiment de mener des actions dans ce domaine en Languedoc-Roussillon : + de 44% !



Pourquoi ne s'engagent-elles pas ?



L'ISO 26000, « lignes directrices de la RSO »



- . Diffusion de la norme ISO 26000 en France supérieure à 2500 exemplaires (+ de 16000 exemplaires dans le monde)- traduite dans 27 langues
- . Dans le secteur agroalimentaire, le guide français qui a été publié en 2012 sous forme d'accord AC X 30-030 (diffusion à + de 200 exemplaires fin 2013 / relais de Coop de France et ANIA)
- . Evaluation Afaq 26000 : part des entreprises agroalimentaires du Secteur production (IAA & amont agricole) = 10%



RSE, DD et agroalimentaire



International Commission for Food Industries
 "Sustainable Agro-Food, a challenge for business and consumers"



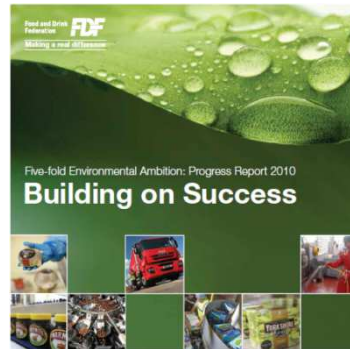
Association Nationale des Industries Agroalimentaires



Food Roundtable -Europe



Industria alimentaria - Espagne



Food and Drinks Federation UK



Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires



Association Régionale pour le Développement des IA d'Aquitaine



Agronomie et Industries Alimentaires Lorraine



Association Normande des Entreprises Alimentaires

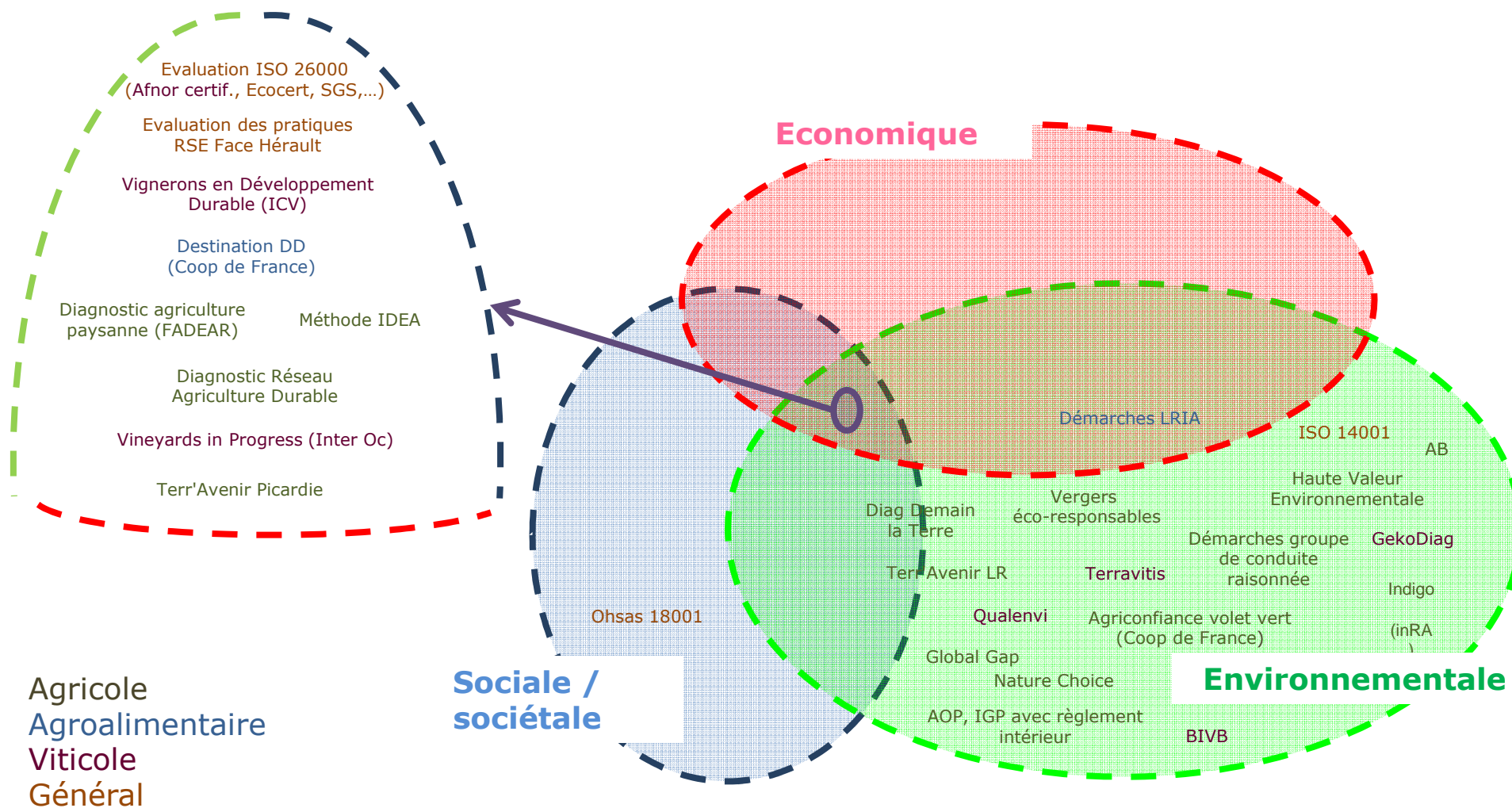


Languedoc Roussillon Industries Agroalimentaires



Association Haute Normande des Industries Agroalimentaires

Agriculture, « Outils » RSE et durabilité



Scénario 2020

Questions centrales RSE

Environnement

- . Impacts sur l'environnement : prévention et gestion des pollutions
- . Utilisation durable des ressources : eau, énergie, sols,...
- . Biodiversité et patrimoine paysager

Relations et conditions de travail

- . Conditions de travail, dialogue social et protection sociale
- . Gestion des emplois, des compétences (permanents et saisonniers)
- . Santé et sécurité au travail

Questions relatives aux consommateurs

- . Loyauté des pratiques commerciales et concurrence loyale
- . Attentes et éducation des consommateurs, consommation durable
- . Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs

Développement locale et liens au territoire

- . Education au monde agricole et solidarité
- . Contribution à l'emploi du territoire
- . Participer au transfert et au développement des connaissances

Questions centrales RSE

Performance économique

- . Relations commerciales et risques économiques
- . Investissements et financements responsables
- . Performance économique et partage de la valeur ajoutée

Organisation et décisions

- . Respect de la réglementation et gestion des risques
- . Transparence (engagements, pratiques, indicateurs) et parties prenantes
- . Transmission

Loyauté des pratiques et échanges commerciaux responsables

- . Achats responsables
- . Concurrence loyale
- . Promotion de la Responsabilité Sociétale dans la filière

Droit de l'Homme

- . Droit à la dignité
- . Insertion des personnes à handicap
- . Équité hommes/femmes

Atelier 2 : Méthodologie



- Retour sur l'atelier 1 :
 - . production des matrices SWOT par QC (questions centrales), enrichies entre les deux ateliers (contribution des chefs de services de la Chambre d'Agriculture)
 - . repérage des objectifs de l'engagement RSE d'une Exploitation Agricole et des QC reconnus importants
- Proposition d'actions relevant d'une QC et au service d'un objectif prioritaire :
 - . constitution de groupes
 - . 5 actions et trois indicateurs au maximum
- Restitution au sein de l'atelier et discussion
- Synthèse soumise à consultation de parties prenantes (5)
- Envoi d'une synthèse, avec proposition de chiffrage, à l'ensemble des participants et validation

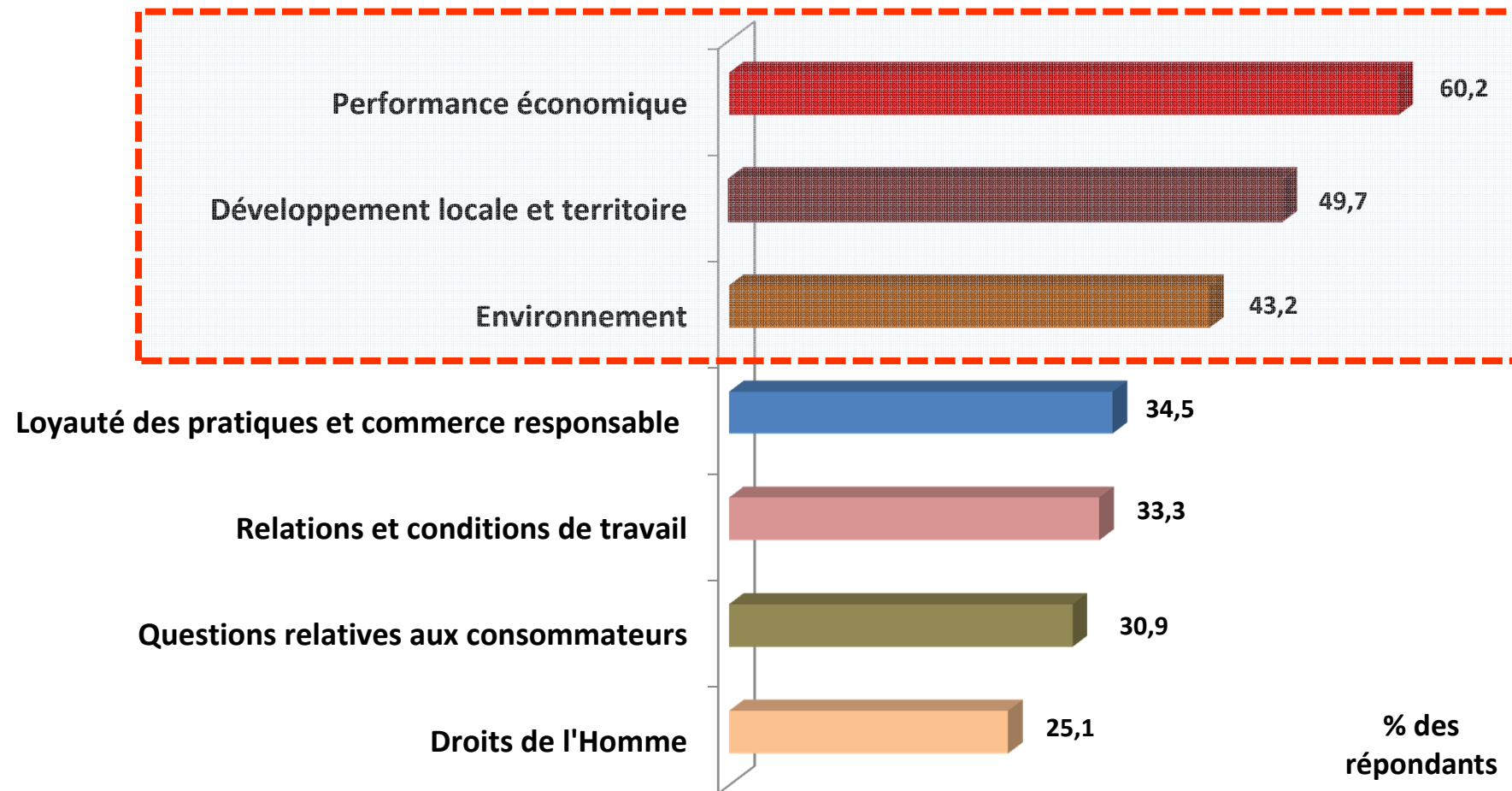


Exploitation Agricole

Questions Centrales et objectifs RSE

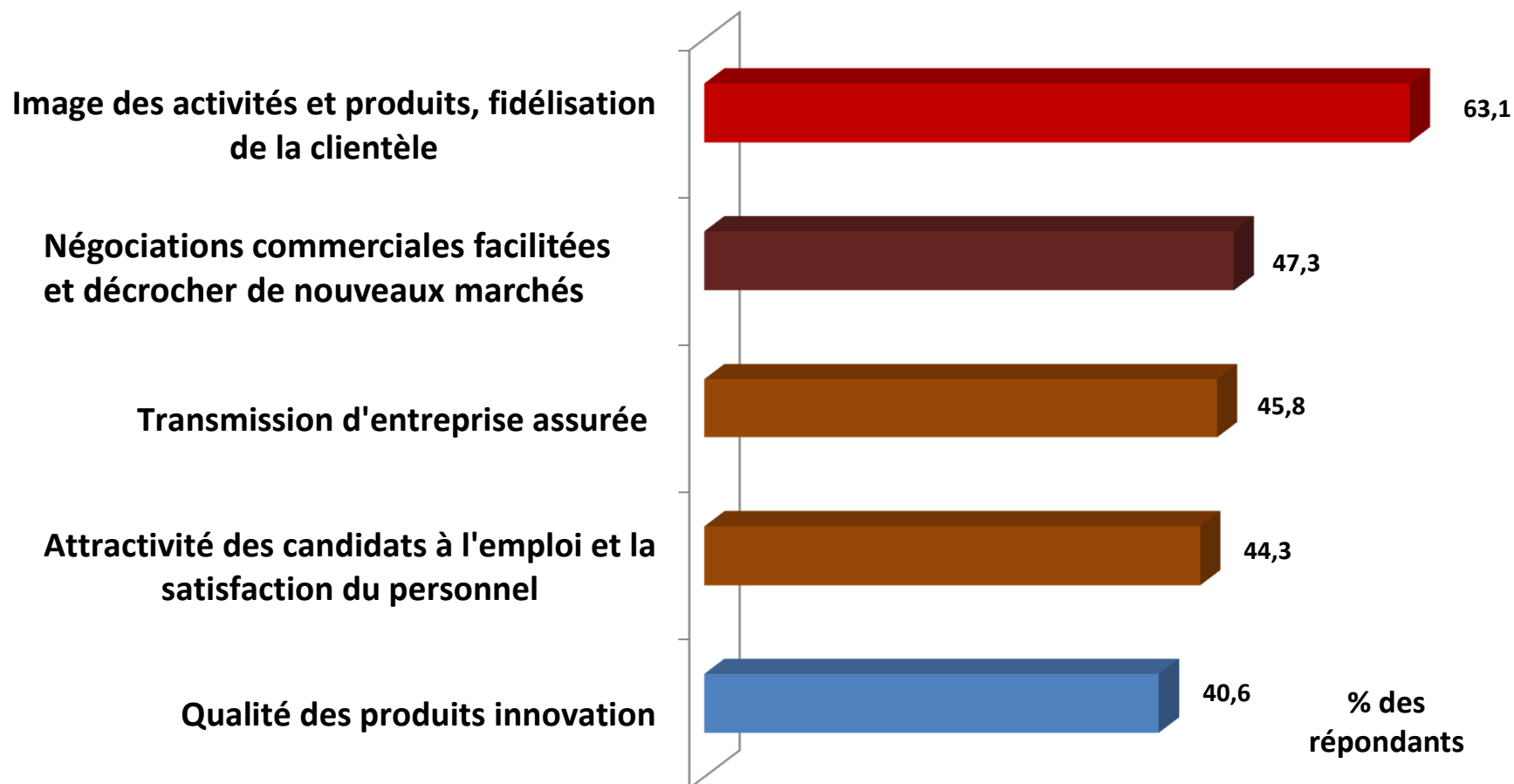
Appréciations des participants

QC prioritaires selon les participants au regard des objectifs d'un engagement RSE



QC qui pour la majorité des répondants répondent à au moins 3 objectifs

Cinq objectifs de l'engagement RSE prépondérants pour les participants



Objectifs qui pour la majorité des répondants répondent à au moins 3 QC RSE

Tableau croisé objectifs de l'engagement RSE et QC



Nombre de répondants (sur un total de 19)

	Environnement	Relations et conditions de travail	Questions relatives aux consommateurs	Développement local et liens au territoire	Performance économique	Loyauté des pratiques et échanges commerciaux responsables	Droits de l'Homme
Image des activités et produits, fidélisation de la clientèle	16		17		12		
Qualité des produits et innovations			16		13		
Négociations commerciales facilitées et décrocher de nouveaux marchés					14	15	
Attractivité des candidats à l'emploi et satisfaction du personnel		16					16
Transmission d'entreprise assurée				16			



**Déclinaison des principaux liens
Questions Centrales et objectifs RSE
sous forme de « fiche actions »**

QUESTION CENTRALE RSE – DROITS DE L'HOMME

- . Droit à la dignité
- . Insertion des personnes à handicap
- . Equité hommes/femmes (mixité)

Actions



- . Communiquer positivement sur les métiers agricoles (« casser » l'image de pénibilité / vivabilité)
- . Construire et structurer l'accessibilité aux stagiaires
- . Encourager les investissements intégrant les réponses aux problématiques de pénibilité
 - . Rédaction d'une charte d'accueil des saisonniers
 - . Aménagement des conditions et du temps de travail des femmes

QUESTION CENTRALE RSE – GOUVERNANCE

- . Intégration de la RSE et prise en compte des parties prenantes
- . Prise en compte de la réglementation et gestion des risques
- . Redevabilité et transparence

Actions



- . Identifier et prioriser et dialoguer avec les parties prenantes et la sphère d'influence
- . Prise en compte des attentes des parties prenantes et actions sur la sphère d'influence directe
- . Intégration de la RSE dans les catalogues formation du territoire
- . Formation des exploitants en gestion d'entreprises responsables
- . Créer un vade-mecum des principales exigences réglementaires à respecter pour un exploitant agricole
- . S'inscrire dans une veille (réglementation, innovations,...)
- . Développer les outils de veille mutualisés
- . Participer à un « collectif RSE » existant
- . Faire appel à l'expertise externe
- . Formaliser et partager la démarche RSE interne et externe
- . Charte fournisseurs
- . Aide à l'installation (accès au foncier, financements, formation,...)
- . Analyse du risque global sur l'exploitation agricole
- . Intégrer les innovations dans les exploitations agricoles

QUESTION CENTRALE RSE – ENVIRONNEMENT

- . Prévention et gestion des pollutions
- . Utilisation durable des ressources : eau, énergie, sols,...
- . Biodiversité et patrimoine paysager

Actions



- . Favoriser la biodiversité à travers le maintien d'une mosaïque paysagère hétérogène + corridor biologique
- . Formation des salariés et exploitants aux enjeux environnementaux et aux bonnes pratiques
- . Prioriser les énergies renouvelables sur l'exploitation dans une pratique RSE
- . Maîtriser les pollutions (gestion des effluents, gestion des déchets (tri)...))
- . Gestion durable de la ressource en eau (quantitative et qualitative)

QUESTION CENTRALE RSE – RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conditions de travail, dialogue social et protection sociale
· Gestion des emplois, des compétences (permanents et saisonniers)
· Santé et sécurité au travail

Actions



- . Etablir et /collecter les fiches de « pénibilité » par métier
- . Accompagnement des agriculteurs via autre entre la mise à disposition de DUER (document unique d'évaluation des risques) par filière agricole, accompagnement sur le terrain pour rédaction et mise en place) : analyse des risques sur l'exploitation agricole
- . Monter des organisations collectives pour le remplacement des absents quand cela n'existe pas

QUESTION CENTRALE RSE – QUESTIONS RELATIVES AUX CONSOMMATEURS

- . Loyauté des pratiques commerciales et concurrence loyale
- . Attentes et éducation des consommateurs, consommation durable
- . Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs

Actions



- . Avoir une pratique culturelle raisonnée (certification, label) communiquée aux consommateurs
- . Privilégier les signes officiels de qualité reconnus par l'État
- . Identifier et respecter des cahiers des charges qualité pour les produits (signes officiels de qualité)
- . Multiplier les messages de consommation responsable (nombre de verres, conduite , contenance,...)
- . Améliorer la présence sur le web et les réseaux sociaux (consommation responsable, traçabilité, analyses,...)
- . Apposer un contact (flash code) sur les contenants
- . Communiquer et valoriser vis à vis des consommateurs (origine des produits et conditions de production) (en collaboration avec le circuit de distribution)

QUESTION CENTRALE RSE – DEVELOPPEMENT LOCAL ET TERRITOIRE

- . Education au monde agricole et solidarité
- . Contribution à l'emploi du territoire
- . Participer au transfert et au développement des connaissances

Actions



- . Intervenir dans les écoles, les salons, conférences, témoignages presse, journaux locaux,...
- . Créer, accueillir des événementiels sur l'exploitation
- . S'impliquer dans les organes de gouvernance locaux (conseils municipaux,...) pour être tenus informés, être . visibles, voire influencer les décisions.
- . Accueillir et/ou parrainer des stagiaires sur des exploitations agricoles

QUESTION CENTRALE RSE – PERFORMANCE ECONOMIQUE

- . Relations commerciales et risques économiques
- . Investissements et financements responsables
- . Performance économique et partage de la valeur ajoutée

Actions



- . Diversification : 1. produits (gammes) 2. activités (œnotourisme) 3. réseaux de distribution
- . Développer les processus de transparence
- . Identifier et faire appel aux soutiens financiers appropriés
- . Investir sur des matériels plus respectueux de l'environnement, santé, sécurité au travail
- . Développement de l'activité agri-touristique
- . Contractualisation entre l'agriculteur et le transformateur / metteur en marché y/c Grande Distribution
- . L'agriculture doit avoir une démarche collective d'implication de la GD dans ses démarches RSE
- . Prioriser les investissements / achats qui soient responsables / locaux
- . S'inscrire dans des réseaux pour mutualiser (recherche, métiers,...)
- . Dialoguer avec le réseau de distribution aval pour développer de nouveaux produits avec partage de valeur ajoutée (réseaux GD, export, ou créer ses propres réseaux..)
- . Avoir des conditions générales de vente et d'achat
- . Diversification des réseaux de distribution et ou ouverture de nouveaux réseaux
- . Mutualisation de compétences et moyens
- . Participer aux actions collectives (Sud de France, Interprofessions, CCI,...)
- . Sécuriser ses paiements, contrôler la fiabilité des prospects et clients

QUESTION CENTRALE RSE – LOYAUTE DES PRATIQUES ET COMMERCE RESPONSABLE

- . Achats responsables
- . Concurrence loyale
- . Promotion de la Responsabilité Sociétale dans la filière

Actions



- . Obtention de labels, certifications RSE (répondant aux cahiers des charges des transformateurs : distributeurs)
- . Promotion des exploitants engagés
- . Communication de l'exploitant : site internet, journées portes ouvertes, actions ciblées,...
- . Choix de fournisseurs répondants à un cahier des charge RSE et incitation RSE aux fournisseurs historiques
- . Ne pas avoir de pratiques déloyales : payer ses fournisseurs au juste prix/délai, ne pas vendre à perte, acheter des produits conformes (respect des réglementations,...)



Indicateurs RSE associés aux principaux liens Questions Centrales et objectifs RSE

Indicateurs RSE



- . Nombre d'installations annuelles portées par des femmes
 - . Pourcentage d'agriculteurs engagés dans une démarche RSE
 - . Nombre de manifestations avec les Parties Prenantes
 - . Taux de renouvellement des exploitations
 - . Moyenne d'âge des exploitants
 - . Taux de représentation des agriculteurs dans les organes de gouvernance
 - . Nombre d'exploitants ayant un label RSE
-
- . % du CA en vente directe
 - . Taux de fidélisation de la clientèle
 - . % de croissance du CA sur les nouveaux réseaux
 - . Développement de la distribution numérique en nombre de clients
 - . Proportion des budgets dédiés à la prospection

Indicateurs RSE



- . Coût du panier moyen
 - . Indicateur de santé économique des EA (cf CER)
 - . Contribution des activités au CA/rentabilité
-
- . Nb de chartes fournisseurs retournées
 - . % de sa production sous contrat pluriannuel
 - . Part des achats responsables/achats globaux
 - . Taux de partenariat (lien avec action 6)
 - . Évolution des montants non acquittés / clients défaillants
 - . % des achats responsables (fournisseurs avec cahiers de charges)

Indicateurs RSE



- . Part de la masse salariale consacrée à l'emploi de travailleurs handicapés (au-delà de l'obligation réglementaire)
- . Nombre d'agriculteurs intégrant les bonnes conditions d'accueil des saisonniers
- . Nombre moyen annuel de formations réalisées au sein de l'Exploitation Agricole
- . Nombre d'adhésions aux groupements d'employeurs
- . Nombre d'actions d'information / formation
- . % d'exploitants formés
- . Nombre d'exploitants et salariés formés
- . Taux de gravité et de fréquence des accidents du travail
- . % de masse salariale consacrée au budget formation (exploitant compris)
- . Fidélité des salariés (ou Turn over sur l'EA)
- . Nb de stagiaires accueillis (en heure/exploitant/an)
- . Temps consacré aux interventions externes (heure/exploitant/an)

Indicateurs RSE



- . % d'infrastructures agro écologiques sur l'exploitation
- . % d'exploitants HVE ou bio ou cahier des charges certifié
- . % des EA engagées dans la réduction de l'Indice de Fréquence de .
- . Traitement régional/départemental (réduction du risques de résidus)
- . Pourcentage de la production sous signe officiel de qualité (et % des produits)
- . Nombre (taux) d'agriculteurs engagés dans au moins une démarche qualité

Merci de votre attention



aGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
HÉRAULT

**Merci pour votre participation et
votre contribution**